Prevention

seisme

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Avant** | - **prévoir les équipements minimum**(radio portable avec piles, lampe de poche, eau potable, papiers personnels, médicaments urgents, couvertures, vêtements de rechange, matériel de confinement) ;  - **s’informer en mairie** des risques encourus, des consignes de sauvegarde ;  - **organiser** le groupe dont on est responsable, discuter en famille des mesures à prendre si une catastrophe survient (protection, évacuation, points de ralliement) ;  - **simulations** : y participer ou les suivre, en tirer les conséquences et enseignements. | - **repérer** les points de coupure du gaz, eau, électricité ;  - **fixer** les appareils et les meubles lourds ;  - **préparer** un plan de regroupement familial. |
| **Pendant** | - **s’informer** : écouter la radio, les premières consignes étant données par Radio France ;  - **informer** le groupe dont on est responsable ;  - **ne pas aller** chercher les enfants à l’école. | **Rester où l’on est** :  - à l’intérieur : se mettre près d’un mur, une colonne porteuse ou sous des meubles solides, s’éloigner des fenêtres ;  - à l’extérieur : ne pas rester sous des fils électriques ou sous ce qui peut s’effondrer (ponts, corniches, toitures…) ;  - en voiture : s’arrêter et ne pas descendre avant la fin des secousses.  **Se protéger** la tête avec les bras.  **Ne pas allumer** de flamme. |
| **Après** | - **s’informer** : écouter et suivre les consignes données par la radio et les autorités ;  - **informer** les autorités de tout danger observé ;  - **apporter une première aide** aux voisins, penser aux personnes âgées et handicapées.  - **se mettre à la disposition** des secours.  - **ne pas téléphoner** sauf en cas d’urgence absolue.  - **évaluer** les dégâts, les points dangereux et s’en éloigner. | - après la première secousse, **se méfier** des[répliques](http://www.planseisme.fr/spip.php?page=glossaire" \l "gloss151) : il peut y avoir d’autres secousses ;  - **ne pas prendre** les ascenseurs pour quitter un immeuble ;  - **vérifier** le gaz, l’eau, l’électricité : en cas de fuite, couper les alimentations, ouvrir les fenêtres et les portes, se sauver et prévenir les autorités.  - **s’éloigner** des zones côtières, même longtemps après la fin des secousses, en raison d’éventuels raz-de-marée. |

Tsunami

**Qui est exposé ?**

Pour nous les personnes exposées sont :

- les passagers des avions en stationnement, en attente de décollage.

- les personnes en mer : touristes, plaisanciers, plongeurs, chasseurs sous-marin, nageurs, pêcheurs.

- les personnes à pieds et en voiture situées sur le littoral et dans les quartiers proches de la mer.

**> Quels sont les facteurs qui amplifient les risques**

- travaux dans le delta du Var

- le Var en cru

- tremblement de terre

- vent fort entraînant la houle, que ce soit vent d'Est ou mistral.

**> Quels moyens à mettre en oeuvre ? A notre connaissance aucune mesure de prévention particulière n'a été prise pour donner une alerte rapide en cas de nouveau tsunami.**

Dixit le ministère de l'écologie et du développement durable ([http://www.prim.net](http://www.prim.net/), citation du 4 fév. 2005) :

"Nous sommes exposés au risque lorsque nous sommes surpris par l'événement, que nous croyons à tort être en lieu sûr et que nous ne pouvons atteindre à temps un refuge.

Notre vulnérabilité dépend de :

- notre connaissance préalable du phénomène (information préventive)

- les caractéristiques du phénomène (intensité, rapidité, étendue…)

- nos conditions d'exposition ou au contraire d'abri (intérieur ou extérieur d'un bâtiment, d'un véhicule, résistance du lieu refuge, obscurité, froid, sommeil)

- l'importance de notre formation préalable aux premiers gestes de sécurité

- notre comportement pendant le phénomène "

Or, si nous connaissons le phénomène, ses caractéristique, il s'avère pour nous indispensable de mettre en place un moyen à la hauteur de la rapidité d'un tel phénomène.

**> Qui peut donner l'alerte et comment la transmettre sur les lieux à risque ?**

Pour nous il faut :

- former et missionner le personnel de la tour de contrôle de l'aéroport de Nice pour qu'il sache comment donner l'alerte en cas d'effondrement ou de recul rapide du niveau de l'eau (effondrement sous marin sans effondrement de la piste).

- informer les passagers à bord des avions, avant la mise en place de l'avion en position de départ pour le décollage, des attitudes à adopter en cas d'effondrement de la piste.

- un appareil de mesure du niveau de l'eau avec des relevés en temps réel. Cela permettrait de comparer le niveau de l'eau avec le calcul théorique des marées, en tenant compte de la pression atmosphérique. Côte d'alerte : recul anormal de plus d'un mètre comme ce fut le cas en 79.

- mettre un numéro de téléphone ou plusieurs numéros à la disposition de tous par le biais de panneaux au port de St Laurent du Var.

- en cas de séisme suivit d'un tsunami à l'aéroport, les villes qui peuvent être mises en danger par une vague importante sont : Antibes et Nice en premier lieu, puis la côte nord-ouest de la Corse. Or en cas de séisme, certains moyens de communication peuvent être coupés. Il faut donc être capable de prévoir plusieurs pannes successives et prévoir des moyens de communication diversifiés.

- mettre en place des hauts parleurs, sur les parties de littoral pouvant être concernées, à Antibes et Nice, pour pouvoir, une fois l'alerte donnée d'un côté, transmettre l'information en un temps record aux personnes exposées.

Que faire si cela arrive ?

Pour les tsunamis d’origine proche, si vous ressentez une secousse dans une région à risque !

Gardez votre calme ;

Si vous êtes sur la plage, sur le littoral, quittez les lieux et réfugiez-vous sur les hauteurs ;

Restez à l'écart des rivières qui se jettent dans l'océan et loin de la plage et du littoral ;

Attendez au moins une heure pour regagner votre destination ;

Ne touchez pas les fils électriques tombés à terre.

En cas d’alerte !

Gardez votre calme ;

Mettez-vous à l’abri ;

Respectez les consignes de sécurité qui vous sont transmises par les autorités ;

Obéissez aux ordres d’évacuation ;

N’attendez pas le dernier moment pour évacuer les lieux;

Si vous devez quitter l’entreprise, et si vous en avez la maîtrise, débranchez tous les appareils électriques, coupez l’eau et l’électricité au compteur.

Cartes sites Seveso

<http://www.leparisien.fr/faits-divers/carte-interactive-les-1171-sites-seveso-en-france-15-07-2015-4946997.php#xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr%2F>

Prevention risque industrielle

<file:///C:/Users/Jordan/Downloads/depliant_PPI.pdf>

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/content/download/6678/48242/file/Plaquette+information_PPI_TOTAL.pdf>

<http://codex.geologie-lyon.fr/?wpfb_dl=8>

Définition des mesures d’urgence

Les mesures d’urgence à appliquer en cas d’accident dû aux produits chimiques doivent être établies par écrit par le responsable de l’entreprise pour chaque lieu de travail où un risque chimique a été identifié.

Les mesures d’urgence précisent notamment :

la conduite à tenir en cas d’accident d’origine chimique,

les systèmes d’alarme et d'alerte ou autres systèmes de communication à utiliser, permettant de déclencher les opérations de secours, d’évacuation et de sauvetage,

les personnes à contacter (secours extérieurs, infirmières du travail, salariés sauveteurs secouristes du travail, responsables hiérarchiques),

les règles de limitation d’accès ou d’évacuation du personnel à appliquer en cas d’accident,

les équipements de premiers secours et de protection individuelle à utiliser.

Elles sont destinées à :

• être appliquées sur les lieux de l’accident sans se substituer à la prise en charge médicale ultérieure,

• limiter les conséquences de l’accident non seulement pour la victime mais également pour les autres personnes présentes et pour l’environnement,

• faciliter l’intervention des services de secours.

Les mesures d’urgence doivent être tenues à disposition des services d’intervention internes et externes.

douche et laveur d'yeux dans une fabrique de produits chimiques

© Gael Kerbaol / INRS

Douche et laveur d'yeux dans une fabrique de produits chimiques

Matériel de secours et de première intervention

Les lieux de travail doivent être équipés de matériel de premier secours (douches de sécurité, rince œil…) et de première intervention (extincteurs, robinets d’incendie armés…), facilement accessibles et adaptés à la nature des risques. Ce matériel et les consignes à observer doivent être regroupés dans un endroit précis signalé, à proximité d’un dispositif d’alerte.

Vidage de l'eau de la bache de rétention d'une douche de sécurité installée à l’extérieur d’un site chimique

© Patrick Delapierre pour l'INRS

Vidage de l'eau de la bache de rétention d'une douche de sécurité installée à l’extérieur d’un site chimique

En cas d’intoxication, il est exceptionnel qu’il existe un antidote à administrer dans l’urgence. Dans tous les cas, il faut se reporter à l’avis du médecin du travail et aux informations (notamment les conseils de prudence) figurant sur l’étiquette du produit ou sa fiche de données de sécurité. Les Centres antipoison et de toxicovigilance peuvent également être contactés.

Mesures de premiers secours

Sur les conseils du médecin du travail, et, de préférence, en liaison avec les services de secours (sapeurs-pompiers, SAMU…), chaque employeur doit organiser dans son entreprise les soins d’urgence. Les modalités d’intervention sont à adapter aux risques propres à l’entreprise et à l’effectif salarié.

Cette obligation peut impliquer la présence de personnels spécialement formés aux premiers secours et de préférence au sauvetage secourisme du travail.

Il est important de rappeler qu’à la suite de ces mesures d’urgence, le travailleur victime d’un accident doit être pris en charge médicalement, même en l’absence de signes tels que symptômes d’intoxication aiguë, lésions (brûlure…) ou perte de conscience.

Formation du personnel

Chaque salarié reçoit une formation à la sécurité dans le mois qui suit l’affectation à son poste. Elle comprend entre autres la conduite à tenir en cas d’accident.

Les consignes d’urgence doivent être maîtrisées par les salariés et pour cela faire l’objet d’actions d’information et de formation. Les sauveteurs secouristes du travail ont connaissance des risques propres à l’entreprise et sont formé en conséquence.

L’efficacité des mesures d’urgence définies dépend directement du délai de réaction, celui-ci sera d’autant plus court que le personnel aura été entraîné à les appliquer. Des exercices doivent donc être pratiqués régulièrement et les sauveteurs secouristes du travail doivent bénéficier d’un recyclage périodique de leurs connaissances.

CONDUITE À TENIR EN CAS D’ACCIDENT D’ORIGINE CHIMIQUE

Protéger

Incendie ou explosion

Utiliser le matériel de première intervention (extincteur…)

Appliquer les consignes d’urgence sur les procédés : coupure de l’arrivée de gaz, éventuellement coupure des sources d’énergies, mise en sécurité…

Asphyxie ou intoxication

Empêcher quiconque de pénétrer dans la zone concernée

Utiliser une protection respiratoire adéquate avant de pénétrer dans la zone

Ventiler la zone

Le cas échéant, couper l’arrivée de gaz

Alerter

Déclencher les systèmes d’alarme afin de faire évacuer le personnel

Contacter les secours (internes ou externes) en tenant compte des consignes spécifiques à l’établissement, en indiquant le lieu de l’accident, la nature des produits en cause lorsqu’ils sont connus et le nombre probable de victimes

Secourir

Projection de produits chimiques sur la peau et les vêtements

En cas de projection faible et localisée, rincer la zone atteinte abondamment à l’eau (voir légende du tableau) pendant au moins 15 minutes et faire déshabiller la victime si nécessaire

En cas de projection importante et/ou répartie sur une grande partie du corps, amener la victime sous une douche de sécurité, la rincer, la faire se déshabiller sous la douche et continuer à la rincer pendant au moins 15 minutes

Si l’œil est atteint, utiliser un rince œil et rincer à l’eau (ou avec le fluide de rinçage) abondamment en maintenant l’œil ouvert pendant au moins 15 minutes

Brûlure thermique

Rincer abondamment la zone atteinte à l’eau pendant au moins 15 minutes

Ne jamais faire déshabiller la victime

Secourir en utilisant de l’eau : Dans de rares cas, en fonction du produit chimique impliqué, l’eau peut être inappropriée. Il faut se reporter aux informations figurant sur l’étiquette et la fiche de données de sécurité.

<https://www.rh.inserm.fr/INSERM/IntraRH/RHPublication.nsf/vPublicationWeb/FC1C72922F128525C1257B79004C52D6/$file/Fiches+reflexes_vdef_mai2013.pdf?OpenElement>

VIGIPIRATE Attentat : les réflexes à adopter

ANTICIPATION

C'est prendre les précautions nécessaires pour pouvoir plus facilement gérer une situation de crise à laquelle on s'est préparée. Quelles attitudes peuvent adopter les citoyens avant, pendant, et après une situation d'urgence ?

Parce que la vigilance concerne tout le monde et implique tous les acteurs de notre pays, aucun citoyen n'est à l'abri d'un risque et peut participer d'une façon ou d'une autre, à éviter le pire.

PRÉVENTION

Signaler tous les individus ou objets suspect, notamment dans les lieux publics et transports en commun. La vigilance est l'affaire de tous. Etre particulièrement vigilant dans les transports en commun, lieux touristiques et tous lieux très fréquentés en général.

Être informé sur la menace, notamment en écoutant FranceInfo. Ne pas hésiter à en parler à ses jeunes enfants, afin qu'ils soient informés et puissent comprendre la situation (sans les alarmer plus que nécessaire).

Connaitre les numéros d'urgence à composer en cas de besoin. Il existe plusieurs numéros d'appel d'urgence pour joindre gratuitement les secours 24h/24, y compris depuis un téléphone portable. Ces numéros ne doivent être composés qu'en cas d'extrême nécessité pour ne pas porter préjudice à ceux qui ont urgence vitale.

112 : numéro d'appel d'urgence depuis un portable

17 : POLICE - GENDARMERIE (pour signaler une effraction, agression)

15 : SAMU (si une aide médicale d'urgence est nécessaire)

18 : POMPIERS (en cas d'incendie, de situation de péril ou d'accident)

Connaitre le numéro spécifique mis en place par les services de l'Etat par rapport à la menace (sur le site du ministère de l'intérieur : Appel à témoins).

Se former aux 6 gestes de premier secours.

En cas d'évacuation d'urgence, il faut avoir à disposition un kit d'urgence contenant dans un ou plusieurs sacs :

De l'eau (plusieurs litres)

De la nourriture de secours (barres énergétiques, fruits secs…)

Un couteau de poche multifonction, un ouvre-boîte, des allumettes, un briquet

Une lampe de poche sans pile à manivelle (dynamo) ou des bougies

Une radio avec piles ou batteries (idéal une radio sans pile à manivelle)

Une trousse médicale de premiers soins : bandelettes, alcool, sparadrap, paracétamol, antidiarrhéique, produits hydro-alcooliques pour les mains, gants, couverture de survie …)

Un double des clés de maison et de la voiture (pour éviter de les chercher, ou de les oublier et perdre du temps en cas d'évacuation).

Auquel il faut ajouter au dernier moment dans un sac hermétique ses médicaments, téléphone portable, argent liquide, carte bancaire, papiers d'identité.

REACTION

Si une situation d'urgence survient, il faut :

se protéger et se mettre en sécurité (au sol, sous une table, dans un bâtiment …)

appeler les secours uniquement en cas de besoin (décrire la situation, les agresseurs, noter les plaques d'immatriculation, indiquer le sens de la fuite des agresseurs)

aider la (les) victime(s) s'il y en a et dans la mesure du possible (notamment en prodiguant des gestes de premier secours en l'absence de danger)

se conformer aux instructions des forces de l'ordre si elles sont sur place (ne pas bouger ou au contraire évacuer rapidement la zone). A l'abord des établissements scolaires, des hôpitaux, services de secours, un, périmètre de sécurité est installé. Les automobilistes doivent veiller à ne pas stationner sur des zones interdites.

ne pas gêner les secours, notamment en n'abandonnant pas son véhicule au milieu de la rue (ou alors il faut laisser les clés dessus).

Si l'évènement vient de se produire, il faut fournir un message efficace et pertinent aux services de secours :

QUI SUIS-JE ?

Indiquer son nom et prénom.

Préciser si l'on est victime ou témoin.

Donner un numéro de téléphone sur lequel on reste joignable.

OU FAUT-IL VENIR ?

Indiquer le lieu précis où se trouve l'urgence, en donnant l'adresse précise de l'endroit où les services doivent intervenir.

POURQUOI J'APPELLE ?

Indiquer la nature du problème : accident de la circulation, attentat, état de la (les) victime, préciser l'état de conscience de la victime, ses types de blessure.

QUE PUIS-JE FAIRE ?

Il ne faut jamais raccrocher en premier, répondre aux éventuelles questions, et bien écouter les conseils donnés sur la conduite à tenir avant l'arrivée des secours.

Beaucoup de téléphones portables sont équipés d'un système de vidéo. Un film même amateur peut s'avérer très précieux pour les forces de l'ordre lorsqu'elles doivent mener une enquête rapide et efficace, afin de retrouver les auteurs de l'infraction.

Reconnaitre les signaux d'urgence

Si la sirène de la ville retentit, c'est qu'une menace grave et certaine a été identifiée et que des mesures immédiates de protection de la population doivent être mise en place. Une mise à l'abri immédiate dans un bâtiment est nécessaire.

IL NE FAUT PAS :

rester dans un véhicule

aller chercher ses enfants à l'école

téléphoner (pour ne pas surcharger les réseaux)

rester près des vitres

ouvrir les fenêtres pour savoir ce qui se passe dehors

allumer une quelconque flamme (risque d'explosion)

quitter l'abri dans lequel on se trouve sans consigne des autorités (écouter pour cela la radio : consignes d'évacuation ou de confinement).

Crash d’avion

 l'idéal est d'être installé à moins de 5 rangées des issues de secours, c'est là que vos chances de survie sont les plus importantes   
- les places centrales et "hublot" doivent être abandonnées au profit des places "couloirs" qui permettent d'accéder plus rapidement aux issues de secours   
- écoutez attentivement les instructions diffusées au moment du départ   
- soyez particulièrement vigilant pendant les 3 premières minutes du vol, et les 8 dernières. 85 % des accidents surviennent à ces moments clés. Le livre conseille donc d'attendre un peu avant de retirer ses chaussures, de s'endormir ou de mettre les écouteurs.

| **Gravité des conséquences sur les personnes exposées au risque (note 1)** | **PROBABILITÉ (sens croissant de E vers A) [note 1]** | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | E | D | C | B | A |
| Désastreux | NON partiel (sites nouveaux : note 2) / MMR rang 2 (sites existants : note 3) | NON rang 1 | NON rang 2 | NON rang 3 | NON rang 4 |
| Catastrophique | MMR rang 1 | MMR rang 2 (note 3) | NON rang 1 | NON rang 2 | NON rang 3 |
| Important | MMR rang 1 | MMR rang 1 | MMR rang 2 (note 3) | NON rang 1 | NON rang 2 |
| Sérieux |  |  | MMR rang 1 | MMR rang 2 | NON rang 1 |
| Modéré |  |  |  |  | MMR rang 1 |

Note 1 : probabilité et gravité des conséquences sont évaluées conformément à l’arrêté ministériel relatif à l’évaluation et à la prise en compte de la probabilité d’occurrence, de la cinétique, de l’intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Note 2 : l’exploitant doit mettre en œuvre des mesures techniques complémentaires permettant de conserver le niveau de probabilité E en cas de défaillance de l’une des mesures de maîtrise du risque.

Note 3 : s’il s’agit d’une demande d’autorisation « AS » : il faut également vérifier le critère C du 3 de l’annexe I.

Note 4 : dans le cas particulier des installations pyrotechniques, les critères d’appréciation de la maîtrise du risque accidentel à considérer sont ceux de l’arrêté ministériel réglementant ce type d’installations.

**La Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM)**

Au delà des exigences réglementaires de nature technique, évoquées ci-dessus, la directive SEVESO met l’accent sur les dispositions de nature organisationnelle que doivent prendre les exploitants en matière de prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses. L’exploitant, dont l’établissement relève du seuil bas ou du seuil haut, doit ainsi exposer et mettre en application sa politique de prévention des accidents majeurs (PPAM). En effet, l’analyse des accidents majeurs survenus dans le passé a souvent mis en relief l’importance des dysfonctionnements de nature organisationnelle.

L’appropriation de la PPAM par les exploitants est nécessaire à tous les niveaux du sommet de la hiérarchie aux intervenants opérationnels, elle doit l’être également par les sous-traitants ou prestataires extérieurs. Elle se décline donc par des actions de sensibilisation, des actions de formation suivies de plans d’action dans le cadre d’un management intégré et d’une démarche de progrès continu.

**Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS)**

Les exploitants des établissements « AS » équivalents en général au « seuil Haut », ont l’obligation complémentaire de mettre en oeuvre un Système de Gestion de la Sécurité (SGS), proportionné aux risques d’accidents majeurs susceptibles d’être générés par les substances présentes dans leurs installations.

Ce système repose sur un ensemble contrôlé d’actions planifiées ou systématiques, fondées sur des procédures ou notes d’organisation écrites (instructions, consignes…) et s’inscrit dans la continuité de la PPAM déjà définie. Il comprend a minima les éléments explicités dans l’annexe III de l’arrêté ministériel du 10 mai 2000 et repose sur un référentiel normalement défini à l’occasion de l’étude des risques, elle-même élément central de l’étude des dangers.

L’exploitant doit pouvoir démontrer la pertinence de son SGS au regard de son étude de dangers. La problématique se pose essentiellement sur le « cœur » du SGS constitué par les mesures de réduction des risques, pour la gestion desquelles différentes procédures appelées par le SGS sont mises en œuvre.

Ces mesures de réduction des risques sont proposées par l’exploitant au préfet et soumises à l’avis de l’inspection des installations classées. elles sont en général très variées : barrières de prévention (détection…) ou de protection (soupapes…), actives ou passives (voir l’approche MMR ci après), chaînes d’automatisme de mise en sécurité, mais aussi les opérations réalisées par les personnels, voire leurs sous traitants.

**L’information du public**

Le droit à l’information des citoyens est un élément fort de la réglementation française. L’article L. 124-1 du code de l’environnement confirme : "Le droit de toute personne d’accéder aux informations relatives à l’environnement détenues, reçues ou établies par les autorités publiques" et la loi n° 2003-699 du 30/07/03 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages renforce cette information pour les risques technologiques.

La directive Seveso II avait élargi considérablement la participation du public dans différentes procédures : accessibilité du public aux informations contenues dans les études de dangers, avis du public sur l’implantation d’un nouvel établissement, mise à la disposition du public de l’inventaire des substances dangereuses présentes dans l’établissement. De plus, les plans d’urgences externes (Plan Particulier d’Intervention) sont élaborés en consultation avec le public après transmission des informations de l’exploitant aux autorités compétentes. Concernant les plans d’urgences internes (Plan d’Opération Interne), les représentants du personnel sont consultés lors de leur élaboration. Ces dispositions confortent les principales prescriptions françaises déjà mises en place.

La directive Seveso III, qui entrera en vigueur en juin 2015, renforce considérablement les obligations d’information du public.

Risques en france

<http://www.risques.gouv.fr/risques-majeurs/identifier-les-risques-pres-de-chez-vous/departement>

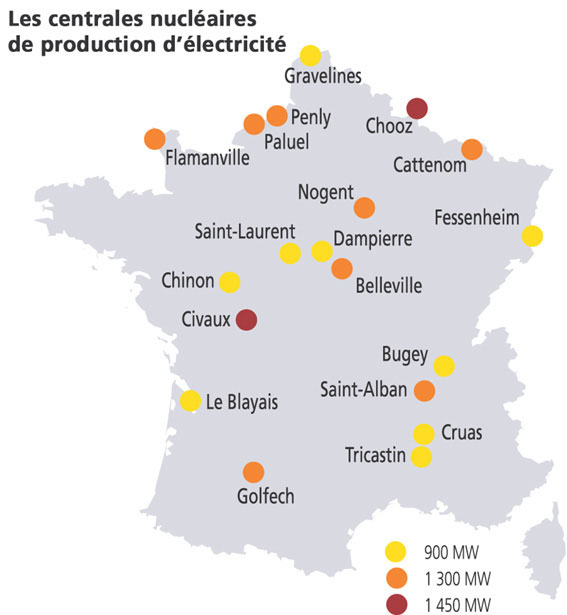
Quelques exemples de périodes :

- Iode131 ; T = 8 jours,

- Césium 137 ; T = 30 ans,

- Plutonium 239 ; T = 24 000 ans,

- Potassium 40 ; T = 1,3 milliards d'années.



PENDANT

- La première consigne est le confinement

- L'évacuation peut être commandée secondairement par les autorités (radio ou véhicule avec haut-parleur).

APRÈS

Agir conformément aux consignes :

- Si l'on est absolument obligé de sortir, éviter de rentrer des poussières radio-actives dans la pièce confinée (se protéger, passer par une pièce tampon, se laver les parties apparentes du corps, et changer de vêtements)

- En matière de consommation de produits frais

- En matière d'administration éventuelle d'iode stable

- Dans le cas, peu probable, d'irradiation : suivre les consignes des autorités, mais toujours privilégier les soins d'autres blessures urgentes à soigner.

- Dans le cas de contamination : suivre les consignes spécifiques.